

Sommaire

- le mot du président
- eau potable – le vrai coût des pollutions agricoles
- une tarification injuste de l'eau potable
- une victoire des défenseurs du service public de l'eau

Le mot du président

Les pollutions agricoles pèsent sur la facture d'eau, note le Conseil général au développement durable. Selon lui, le surcoût est évalué à 215 € par personne et par an pour les localités les plus polluées. Le manque de prévention est pointé du doigt. (page 1)

L'application d'un abonnement élevé et d'un tarif dégressif du M3 d'eau a pour conséquence de faire payer par les petits usagers l'eau consommée par les plus gros. Cette tarification décidée par le comité du SIE de l'Arconce, injuste et contraire à la recherche d'économie de la ressource, doit être revue (page 3)

André Santini ne présidera plus le comité de Bassin de l'agence de l'Eau Seine-Normandie. Ce sera désormais M^{me} Le Strat, adjointe de Bertrand Delanoë chargée de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des canaux qui assurera cette présidence.

Saluons cette victoire des défenseurs du service public de l'eau contre les partisans du recours aux grands groupes privés. (page 4)

P. Bousseau

Eau potable

le vrai coût des pollutions agricoles

Trop d'azote et de pesticides alourdissent le prix de l'eau. Selon un rapport du Commissariat général au développement durable (CGDD), publié le 30 septembre, ces excès coûteraient, chaque année, entre 1.000 et 1.500 millions d'euros aux ménages français



Le recours à des captages en dehors des zones polluées et «systématiquement plus éloignés des agglomérations que les anciens» coûterait à la collectivité entre 20 et 60 M€ /an.

On est donc bien loin du principe pollueur-payeur, puisque «sur 2007 et 2008, les agences de l'eau ont engagé 144 M€ au titre de la lutte contre la pollution agricole alors qu'elles n'ont encaissé qu'environ 11 M€ de redevance de pollution des agriculteurs. L'analyse des budgets des agences de l'eau fait ainsi apparaître un solde net annuel de 60 à 70 M€ de dépenses dues aux pollutions agricoles et majoritairement financées par la redevance domestique, c'est-à-dire par la facture d'eau potable du consommateur domestique», relève le CGDD. (suite page 2)

Eau potable: le vrai coût des pollutions agricoles

(suite de la page 1)

En conclusion le CGG affirme que «les coûts très élevés que l'étude met en évidence pour le traitement a posteriori des milieux aquatiques font ressortir l'intérêt d'agir en amont pour réduire à la source les épandages». Le commissariat souligne également les succès spectaculaires enregistrés sur les épandages agricoles de phosphore, dont les excédents auraient été divisés par trois en quelques années, ou ceux des Bavaois et des Danois enregistrés sur l'azote et les pesticides. Ces exemples «démontrent que de bonnes pratiques peuvent être instituées efficacement».

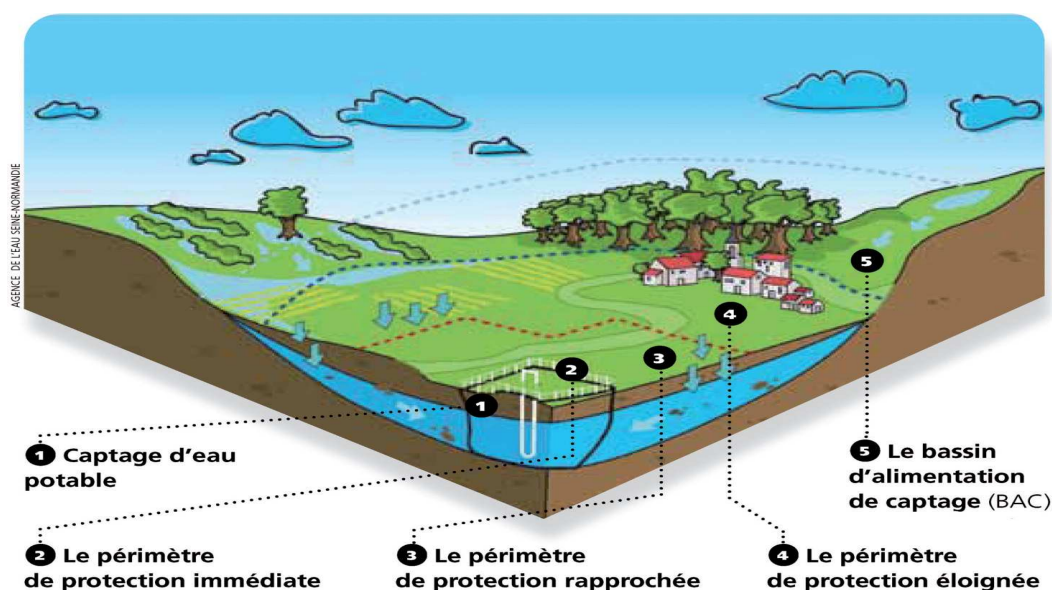
En d'autres termes, cette étude vient confirmer «l'importance essentielle de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements du Grenelle impactant la qualité des ressources aquatiques, dont les engagements sur l'agriculture biologique, la protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable, les bandes enherbées et le retrait des pesticides».

En 2010, la Cour des comptes publiait ses observations sur la qualité de l'eau en France et évoquait «l'insuffisante volonté de l'Etat de remettre en cause des pratiques agricoles durablement marquées par l'encouragement au productivisme et le choix d'une agriculture intensive», ainsi que «la modestie des instruments d'intervention et leviers fiscaux mis en œuvre, faute de redevance sur la pollution azotée et de redevances Elevage et Pollution diffuse réellement dissuasives».

Les agences de l'eau financent en effet des actions sur l'eau potable, souvent curatives, pour des montants 1,8 fois supérieurs à ce qu'elles consacrent à l'action préventive via le changement des pratiques agricoles ou la protection de la ressource. La Cour dénonçait également «les conséquences environnementales et sanitaires d'une ressource dégradée».

L'étude du CGDD semble, chiffres à l'appui, aboutir aux mêmes conclusions.
Extrait d'un article de Geneviève De Lacour relevé dans « le Journal de l'Environnement »

Les périmètres de protection des captages



Observatoire de l'eau en Saône-et-Loire - Année 2010

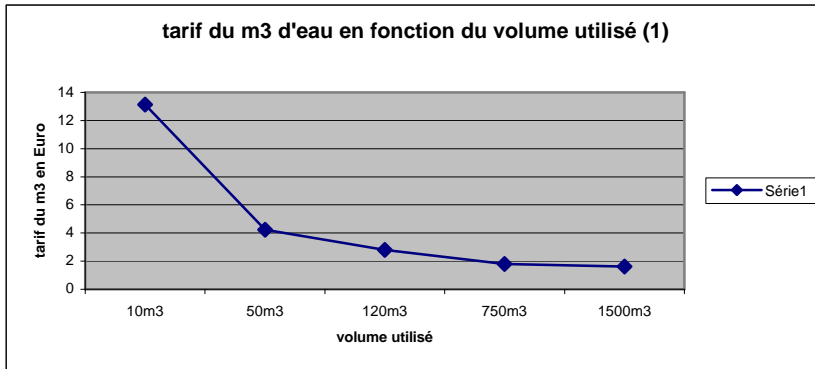
Les périmètres de protection du captage de la source de Viry, commencés en 2003, ne sont toujours pas réalisés. Peut-être en 2012 ... !!!!!

une tarification injuste de l'eau potable

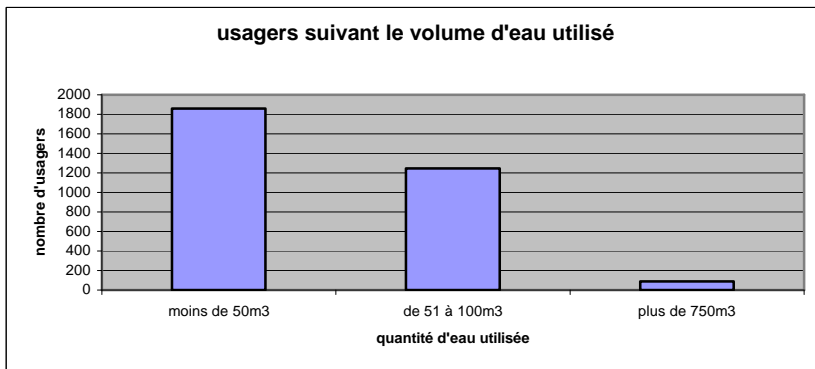
La part fixe (l'abonnement) d'une facture d'eau distribuée par le SIE de l'Arconce est excessivement élevée et pénalise particulièrement les nombreux petits usagers (107,17 euros TTC pour 2011).

De plus, la tarification dégressive du M3 d'eau en fonction du volume utilisé pénalise ceux qui font des efforts pour économiser la ressource en eau ou les nombreux foyers qui utilisent peu d'eau.

En effet, en 2011 l'utilisateur qui a consommé 50 m³ a payé 4,24€ TTC le m³ et l'utilisateur qui a consommé 1 500 m³ d'eau a payé 1,61 € TTC le m³ (1,55 € car il s'agit probablement d'une entreprise qui récupère la TVA)



3104 usagers ont utilisé chacun moins de 100 m³ en 2010 (un total 128 006 m³ d'eau) et dans la même période 87 usagers ont consommé chacun plus de 750 m³ (un total 120 472 m³ d'eau (graphique ci-dessous). Ces chiffres varient peu d'une année sur l'autre.



Ainsi, un abonnement élevé et un tarif dégressif ont établi deux catégories d'usagers :

- De nombreux usagers utilisant chacun peu d'eau au tarif élevé;
- Quelques usagers utilisant chacun un grand volume d'eau au tarif le plus bas.

Ce système de facturation injuste doit être modifié

(1) TTC et taxes "organismes publics" comprises varient peu sensiblement suivant les communes

« Globalement, le renouvellement des conduites suit la fréquence des casses. »
Jean-Bernard DESCHAMPS - Président du SIE de l'Arconce

Un renouvellement du réseau au coup par coup qui peut expliquer l'importance des fuites d'eau.

UNE VICTOIRE DES DÉFENSEURS DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

André Santini, partisan d'une délégation du service de distribution d'eau au privé, a perdu, jeudi 29 septembre, la présidence du comité de bassin de l'Agence de l'eau Seine-Normandie. Le maire (Nouveau Centre) d'Issy-les-Moulineaux, qui occupait ce poste depuis 2005 a été battu, contre toute attente et de justesse (69 voix contre 73) par Anne Le Strat, adjointe (apparentée PS) de Bertrand Delanoë chargée de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des canaux.

M^{me} Le Strat, 42 ans, l'a emporté au sein du collège électoral du comité de bassin grâce aux voix des représentants des collectivités majoritairement à gauche, ainsi qu'à celles des associations environnementales, de certains agriculteurs, et de pêcheurs.

M. Santini pouvait compter, de son côté, sur le soutien des représentants de Veolia, Suez-Environnement, de la majorité des agriculteurs ainsi que de la FNSEA qui ont pris part au vote.

M. Santini est par ailleurs président du Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif) qui gère l'approvisionnement en eau de 144 communes franciliennes et a renouvelé son contrat avec Veolia en 2010, la plus importante délégation de service public en Europe.

Le poste conquis par M^{me} Le Strat est stratégique. Etablissement public dépendant du ministère de l'écologie, l'Agence Seine-Normandie est chargée de la protection de l'eau sur un territoire qui court de la Manche à la Côte-d'Or, recouvre en partie dix régions et comprend plus de 16 millions d'habitants.

Elle dispose d'un budget de 900 millions d'euros financé par les redevances prélevées sur les factures des usagers. Le comité de bassin décide des subventions aux collectivités locales, aux industriels, aux agriculteurs et aux associations qui entreprennent des travaux pour gérer les ressources et lutter contre les pollutions.

Son élection est aussi la victoire des défenseurs du service public de l'eau contre les partisans du recours aux grands groupes privés. En 2009 et 2010, M^{me} Le Strat a piloté le passage en régie publique de la gestion de l'eau de Paris

éditeur : ACE ARCONCE - siège social Volsin 71220 Marizy directeur de la publication P.Bousseau impression Ace Arconce

adhésion 10 euros

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à :
ACE ARCONCE – Volsin – 71220 Marizy

J'adhère à ACE ARCONCE

Mme

Melle

M.

Nom : Prénom :

Adresse :

CP Ville :

Tél. :

e-mail :

Signature

Retrouvez les documents de
ACE ARCONCE
sur le site :
www.ace-arconce

contact
ace.arconce@orange.fr